

Économie des Politiques Territoriales

Master Territoires & Transitions

Sciences Po Lyon – École d'Économie de Saint-Étienne

Carla Morvan

2025-2026

Part V

Politiques publiques territoriales

Politiques publiques territoriales

1. Introduction

2. Rappel théoriques : pourquoi mettre en place des politiques publiques ?

3. Évaluation des politiques territoriales

3.1 Programmes urbains : quartiers défavorisés

3.2 Programme de développement universitaire

3.3 Programme d'accès à l'informatique

3.4 Politique urbaine environnementale

3.5 Politique anti-environnementale

3.6 Effet de long terme : modernisation des infrastructures

3.7 Effet de (très) long terme : politique de taxation

4. Conclusion

Plan

1. Introduction
2. Rappel théoriques : pourquoi mettre en place des politiques publiques ?
3. Évaluation des politiques territoriales
4. Conclusion

Objectif

- Comprendre ce que sont les **politiques publiques territoriales**.
- Analyser **pourquoi et comment** elles sont mises en œuvre :
équité entre territoires, soutien au développement local,
cohésion nationale.
- Identifier les **effets attendus** et discuter de ce qu'on peut
réellement en attendre.

Définitions et exemples

- Deux grandes logiques d'action publique :
- ① **People-based policies** : ciblent des individus ou des groupes sociaux, indépendamment de leur localisation
 - ex : aides aux ménages modestes, soutien aux jeunes, politiques de santé publique
- ② **Place-based policies** : ciblent des territoires spécifiques, souvent selon leurs caractéristiques sociales, économiques ou environnementales
 - Développement local ou revitalisation économique
 - Transition écologique et gestion des risques (pollution, catastrophes naturelles, santé environnementale)
 - Désenclavement et accès aux technologies (transports, numérique)
 - Accès aux services publics essentiels (santé, éducation, justice, culture...)

Volontarisme politique

Les politiques territoriales sont souvent associées à un **fort volontarisme politique**, mais avec des priorités différentes selon les époques et les dirigeants :

« Donner aux territoires dynamiques les moyens d'une ambition européenne et mondiale : telle est la vocation des pôles de compétitivité. »

Jacques Chirac, 2005

« Je renforcerai les moyens d'observation territoriale afin de définir les critères de richesse et pauvreté, et de fixer des objectifs de péréquation et de rattrapage. »

François Hollande, 2012

« La territorialisation de cette politique [de réindustrialisation] est absolument clé. . . »

Emmanuel Macron, 2023

« L'accès aux soins est une attente légitime de nos concitoyens, dans tous les territoires. »

Agnès Buzyn, Assemblée nationale, 2018

« La transition écologique doit être une réalité pour tous les territoires. »

Barbara Pompili, 2022

Ciblage des individus

- Les politiques qui ciblent directement les individus ou les ménages sont anciennes et très diverses :
 - **Politiques sociales** : salaire minimum, aides au logement, bourses d'études
 - **Politiques de santé** : vaccination gratuite, dépistages, prévention ciblée
 - **Politiques environnementales** : aides à la rénovation
 - **Politiques numériques et d'inclusion** : chèques informatiques, formation au numérique
- Elles reposent sur des **critères d'éligibilité** qui permettent de cibler certaines populations selon l'âge, le revenu, la situation de santé, etc.

Ciblage des territoires

- Les politiques qui ciblent des zones géographiques sont **plus récentes** (surtout depuis les années 1980).
- Elles visent à soutenir des territoires confrontés à des difficultés ou à des besoins spécifiques :
 - **Redynamisation économique** dans les zones en crise (emploi, salaires, niveau de vie)
 - **Transition écologique** et protection de l'environnement (plans de protection des risques naturels, fond vert)
 - **Santé et sécurité** (zones prioritaires contre les déserts médicaux)
 - **Désenclavement** et accès aux services (transports, numérique, éducation, culture)
- Elles reposent sur des **critères d'éligibilité** définissant des zones spécifiques, souvent en fonction de leurs caractéristiques sociales, économiques ou environnementales.

Justifications de ces politiques : efficacité

- **Critères d'efficacité** : corriger des défaillances de marché et des inégalités territoriales d'accès
 - ① **Inadéquations géographiques** : « spatial mismatch » entre lieux de résidence et lieux d'emplois, mais aussi entre besoins et offre de soins, transports, services publics
 - ② **Externalités locales** : pollution, risques environnementaux ou sanitaires qui nécessitent une régulation collective
 - ③ **Effets de réseau** : accès inégal aux infrastructures numériques, à l'information, aux services culturels et sociaux
 - ④ **Biens publics locaux** : certaines infrastructures ne peuvent être fournies efficacement qu'avec un soutien public (transports, hôpitaux, équipements culturels. . .)

Justifications de ces politiques : équité

- **Critères d'équité** : réduire les inégalités spatiales et protéger contre les chocs
 - ① **Redistribution territoriale** : transferts financiers entre territoires riches et pauvres, via la fiscalité locale, les dotations ou la péréquation
 - ② **Assurance face aux chocs** : soutien aux zones frappées par une crise économique, sanitaire ou environnementale
 - ③ **Égalité d'accès aux droits fondamentaux** : santé, éducation, culture, justice, sécurité — qui ne doivent pas dépendre du lieu de résidence
 - ④ **Cohésion sociale et territoriale** : préserver le sentiment d'appartenance nationale en réduisant les fractures territoriales

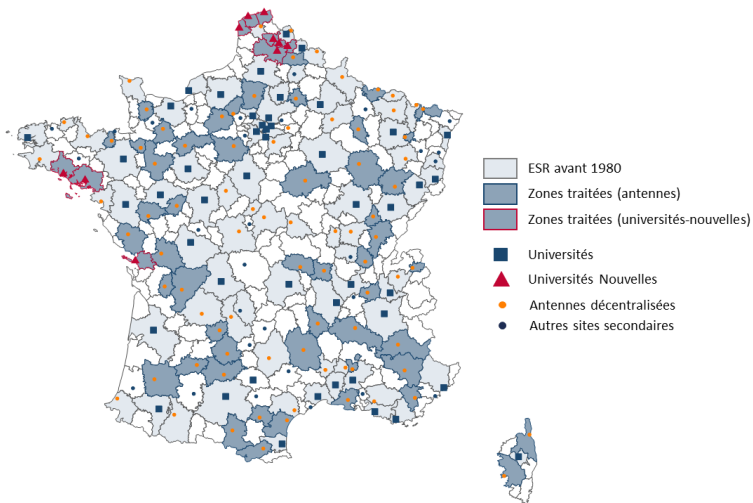
Différents types de politiques territoriales

- ➊ **Investissements publics directs :**
 - infrastructures de transport, hôpitaux, écoles, équipements culturels, transition énergétique
- ➋ **Politiques discrétionnaires / Appels à projets :**
 - subventions ou crédits d'impôt ciblés, soutien aux associations locales, projets de transition écologique ou sociale
- ➌ **Réglementations et incitations fiscales :**
 - zones franches, exonérations ciblées, mais aussi normes environnementales locales ou quotas d'installation médicale
- ➍ **Programmes d'inclusion et d'accès aux services :**
 - santé dans les déserts médicaux, couverture numérique, développement des transports publics
- ➎ **Politiques de protection et de prévention :**
 - gestion des risques naturels, résilience climatique, sécurité civile

Créations universitaires en France

- **Contexte (années 1980-1990) :**
 - Forte **massification** de l'enseignement supérieur
 - Besoin de **moderniser** et de **déconcentrer** l'offre universitaire
 - Inégalités territoriales : universités concentrées dans quelques grandes villes
- **Plan Universités 2000** : grand programme d'investissement et de rééquilibrage territorial
 - Création de 8 **universités nouvelles**
 - Développement de la formation technologique : 196 départements d'IUT et 24 IUT de plein exercice
 - Objectif : rapprocher l'enseignement supérieur des étudiants, dynamiser les villes moyennes, soutenir l'équité territoriale

Enseignement supérieur France (2014)



Créations universitaires aux États-Unis

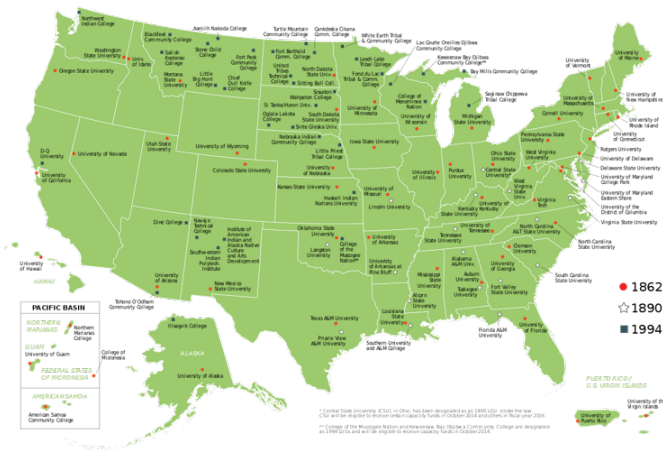
- **Contexte (XIXe siècle) :**
 - Besoin d'un enseignement supérieur **accessible** et tourné vers les besoins pratiques (agriculture, ingénierie, formation des enseignants)
 - Forte volonté de **cohésion nationale** : doter chaque État d'institutions publiques
- **Morrill Acts (1862 et 1890) :**
 - Concessions de terres fédérales pour financer la **création d'universités publiques**
 - Premier grand programme fédéral de soutien à l'enseignement supérieur
 - → 76 universités créées
- **Évolutions ultérieures :**
 - Loi de 1994 (*Equity in Educational Land-Grant Status Act*) : reconnaissance de 35 universités tribales amérindiennes
 - Réseau actuel = plus d'une centaine d'universités publiques majeures

Land Grant College



United States Department of Agriculture National Institute of Food and Agriculture

NIFA LAND-GRANT COLLEGES AND UNIVERSITIES



Plan

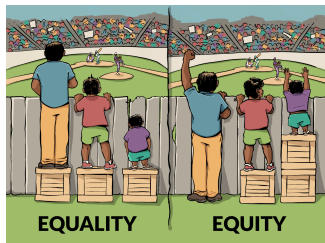
1. Introduction
2. Rappel théoriques : pourquoi mettre en place des politiques publiques ?
3. Évaluation des politiques territoriales
4. Conclusion

Justifications en théorie ?

- De plus en plus de politiques territoriales, mais pour **quels objectifs ? avec quels résultats ?**
- Motivations possibles :
 - Corriger des **inefficacités économiques** (inadéquations, externalités, biens publics locaux)
 - Promouvoir l'**équité territoriale** et la cohésion sociale
 - Répondre à des **enjeux environnementaux et sanitaires** (pollution, santé publique, adaptation climatique)
- Questions clés :
 - Quels effets attendus ?
 - Quelles réserves et conditions d'efficacité ?

Deux critères fondamentaux

- **Efficacité** : utiliser au mieux les ressources rares
 - Allocation optimale des ressources
 - Maximiser la production sans gaspillage
 - Répondre aux défaillances de marché
- **Équité** : réduire les inégalités territoriales
 - Redistribution entre territoires
 - Égalité d'accès aux droits fondamentaux
 - Justice sociale et égalité des chances



Apports théoriques

- **Économie urbaine/régionale :**
 - Économies d'agglomération (rendements croissants, diffusion d'innovation)
 - Externalités de capital humain et diffusion des connaissances
 - Spatial mismatch (inadéquations géographiques)
- **Économie publique locale :**
 - Insuffisance de biens publics locaux (santé, éducation, justice, environnement)
 - Fédéralisme fiscal et péréquation
- **Environnement et risques :**
 - Gestion des externalités environnementales (pollution, climat)
 - Résilience territoriale face aux chocs (sanitaires, naturels, industriels)

Économies d'agglomération

- **Idée de base** : les regroupements spatiaux d'activités et de populations génèrent des externalités positives (productivité, innovation, diffusion des connaissances).
- **Justification théorique** : sans intervention, le rendement privé est inférieur au rendement social → rôle de la puissance publique pour amorcer ou accompagner la dynamique.
- **Débats et limites** :
 - Où concentrer les ressources ? Les gains marginaux de densité varient selon les territoires.
 - Risque de renforcer surtout les zones déjà riches/attractives → question d'équité.
 - Effets d'équilibre spatial : croissance dans une zone peut se faire au détriment d'une autre.
 - Clusters et pôles d'innovation : efficacité mais fragilité face aux chocs.

Inadéquations géographiques (Spatial mismatch)

- **Définition** : décalage entre **lieu de résidence** des populations et **lieu des emplois disponibles** → chômage structurel et immobilité.
 - Zones désindustrialisées : pertes massives d'emplois, peu de reconversions locales
 - Ségrégation résidentielle : populations défavorisées concentrées dans des quartiers isolés, faible mobilité

Réponses possibles :

- « *Jobs to people* » : créer ou attirer des emplois dans les zones en crise
- « *People to jobs* » : améliorer la mobilité (transports, logement, formation)

Effets de réseau

- **Diffusion des informations**, en particulier concernant les emplois, beaucoup plus faible avec **ségrégation spatiale**
- Ajouté au *spatial mismatch*, les **effets de réseau réduits** aggravent le chômage et l'isolement dans les territoires défavorisés.
- Le réseau accompagne une politique localisée pour une **diffusion des bénéfices indirects**
 - ne pas toucher seulement les plus favorisés parmi les défavorisés,
 - permettre à l'ensemble du territoire de profiter des externalités.
- Le réseau peut être vu comme un **bien public** : équité territoriale – tout le monde en profite

Insuffisance de biens publics locaux

- **Justification** : certains services essentiels ne peuvent pas être fournis efficacement par le marché → nécessité d'une intervention publique.
- Enjeu de **cohésion territoriale** : garantir l'accès de tous aux services publics, quel que soit le lieu de résidence.
- **Exemples de biens publics locaux** :
 - Santé : lutte contre les déserts médicaux, hôpitaux publics
 - Éducation : universités, collèges, écoles primaires
 - Justice et sécurité : tribunaux, commissariats, pompiers
 - Culture et environnement : bibliothèques, espaces verts, transports publics
- Logique de l'**économie publique locale** : péréquation et dotations pour compenser les inégalités de ressources entre territoires.

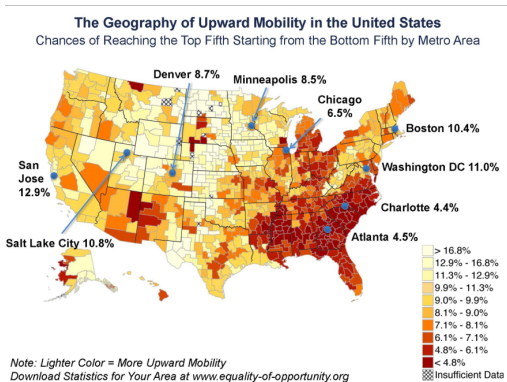
Environnement et résilience territoriale

- **Externalités environnementales** : pollution de l'air, de l'eau, déchets → coûts supportés localement sans être pris en charge par les acteurs privés.
- **Vulnérabilités territoriales** : certains espaces plus exposés aux risques naturels (inondations, incendies, tempêtes) ou industriels.
- **Transition écologique** : nécessité d'adapter les territoires aux objectifs climatiques (transports durables, énergies renouvelables, rénovation des bâtiments).
- Logique de **justice environnementale** : éviter que les coûts environnementaux et sanitaires pèsent surtout sur les populations les plus fragiles.

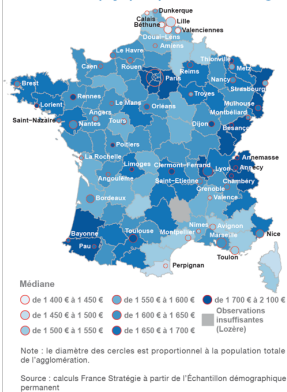
Redistribution et assurance

- **Définition** : intervention publique visant à réduire les inégalités territoriales et à protéger les zones vulnérables face aux chocs économiques, sociaux ou naturels.
- **Instruments** :
 - Transferts financiers (péréquation, dotations de l'État)
 - Subventions ou aides ciblées aux zones défavorisées
 - Programmes d'assurance et de reconstruction après crise (désindustrialisation, catastrophes naturelles)
- **Logique** :
 - Corriger les inégalités d'accès aux services publics
 - Assurer la cohésion territoriale et la solidarité nationale
 - Éviter que les chocs locaux ne se transforment en fractures durables

Géographie de l'égalité des chances



Carte 2 – Perspectives de niveau de vie des enfants d'ouvrier ou d'employé, par département ou ville d'origine



Limites théoriques de la redistribution géographique

- **Mobilité des individus et du capital** : transferts peuvent être absorbés par hausse des loyers et du foncier.
- **Effets d'équilibre spatial** : gains captés par certains groupes (propriétaires, insiders).
- Risque d'inciter les ménages défavorisés à **rester dans des zones peu dynamiques** plutôt qu'à migrer.
- Critique d'économistes (Glaeser, Moretti) : les politiques place-based redistribuent mal et peuvent manquer d'efficacité.

Un débat ouvert

- Faut-il redistribuer aux **territoires** ou directement aux **individus** ?
- Deux visions :
 - **Place-based policies** : maintenir la vitalité des territoires, cohésion nationale, justice territoriale.
 - **People-based policies** : cibler les ménages où qu'ils soient, favoriser la mobilité et l'égalité des chances.
- En pratique : les politiques combinent souvent les deux approches.

Plan

1. Introduction

2. Rappel théoriques : pourquoi mettre en place des politiques publiques ?

3. Évaluation des politiques territoriales

3.1 Programmes urbains : quartiers défavorisés

3.2 Programme de développement universitaire

3.3 Programme d'accès à l'informatique

3.4 Politique urbaine environnementale

3.5 Politique anti-environnementale

3.6 Effet de long terme : modernisation des infrastructures

3.7 Effet de (très) long terme : politique de taxation

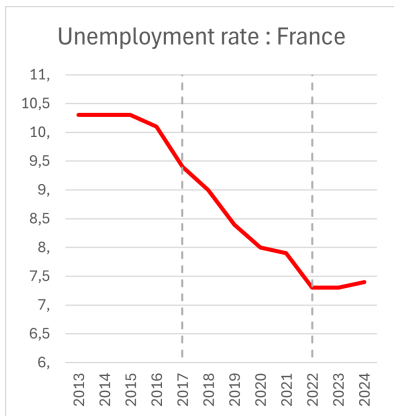
Qu'est-ce que l'évaluation des politiques publiques ?

- **Définition** : mesurer de manière rigoureuse les **effets causaux** d'une politique sur ses bénéficiaires et sur la société.
- **Objectifs** :
 - Vérifier si la politique atteint ses buts (efficacité)
 - Identifier les effets secondaires, attendus ou non
 - Éclairer la décision publique (améliorer, réformer ou abandonner)
- **Méthode en économie** :
 - Construire un **contrefactuel** crédible : que se serait-il passé sans la politique ?

Causalité en évaluation

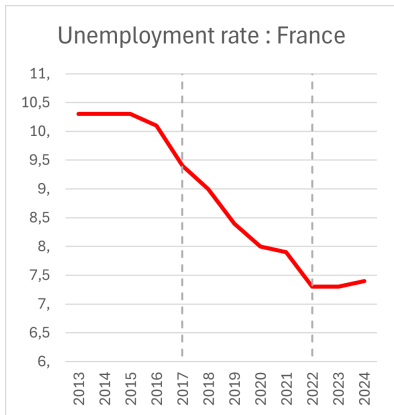
- **Question clé** : la politique a-t-elle causé un effet, ou le résultat serait-il apparu de toute façon ?
- **Corrélation \neq causalité** :
 - Exemple : une région reçoit une subvention et connaît une reprise économique.
 - Est-ce grâce à la subvention... ou à une dynamique déjà en cours ?
- **Problème du contrefactuel** :
 - On n'observe jamais la même zone « avec » et « sans » politique.
 - Il faut reconstituer ce scénario contrefactuel.
- **Outils économiques** : expériences aléatoires, expériences naturelles, méthodes économétriques (diff-in-diff, appariement, régressions discontinues...).

Attention aux statistiques descriptives

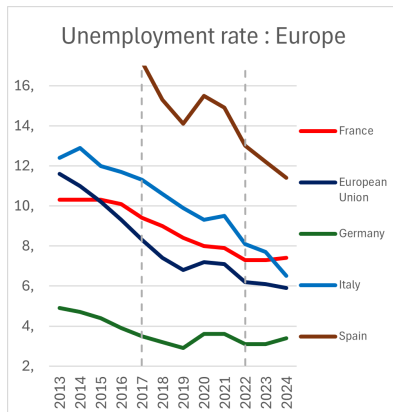


France seule → on pourrait conclure que la politique nationale a provoqué la baisse.

Attention aux statistiques descriptives



France seule → on pourrait conclure que la politique nationale a provoqué la baisse.



Comparaison avec l'Europe → la tendance est générale, portée par la conjoncture.

Pourquoi c'est difficile ?

- 1 Une politique peut avoir **des effets multiples** : santé publique, environnement, mobilité, accès aux services, cohésion sociale. . .
- 2 Les effets sont **très variables selon les territoires** : rural/urbain, littoral/montagne, zones denses ou isolées → forte hétérogénéité.
- 3 Les effets changent dans le **temps** : court terme (effet d'annonce, amélioration ponctuelle) vs long terme (résilience, transformation durable).

Pourquoi c'est difficile ?

- 4 **Mesurer le contrefactuel** : que se serait-il passé sans la politique ? → défi statistique majeur.
- 5 **Empilement des politiques** : une même zone bénéficie souvent de plusieurs programmes (santé, transport, éducation, fiscalité...).
- 6 **Effets de déplacement** : améliorer une zone peut fragiliser une autre (médecins qui s'installent ici mais quittent ailleurs, entreprises qui déménagent...).

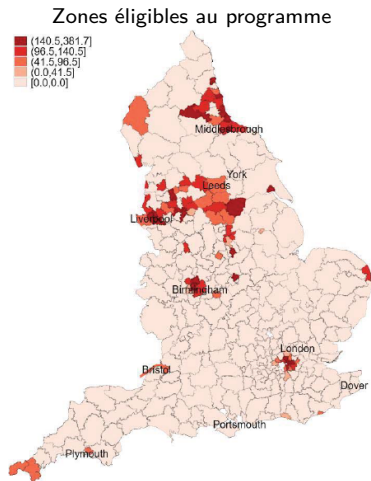
Résultats ?

- Des effets **très hétérogènes** :
 - selon les territoires (urbain/rural, zones fragiles/dynamiques),
 - selon les politiques (santé, éducation, environnement, emploi. . .),
 - selon les **outcomes** étudiés (emploi, santé, pollution, accès aux services. . .).
- L'économie a développé des **méthodes causales innovantes** (expériences naturelles, diff-in-diff, RDD. . .) permettant d'isoler les effets propres.
 - Ces méthodes sont maintenant utilisées dans d'autres disciplines : **épidémiologie, sciences de l'environnement, éducation**, etc.
- Grande limite : besoin de **recul temporel et de données fiables** → difficile d'évaluer des politiques très récentes.

Programmes urbains pour réduire la criminalité

Alonso, Andrews & Jorda (2019) *Do neighbourhood renewal programs reduce crime rates? Evidence from England. J. Urban Economics*

- Transfert d'**importantes ressources** aux **agences locales** afin de leur permettre de s'attaquer aux problèmes socio-économiques à long terme
- 2001–2007 : \approx £2,5 milliards.
- Zones ciblées : les plus défavorisées d'Angleterre, basé sur les revenus, emploi, précarité, densité.

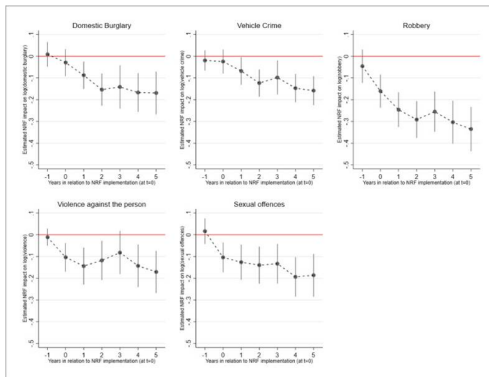


Champ d'évaluation

Méthode : double-différences + régression de discontinuité.

Analyse de l'impact sur la **criminalité**.

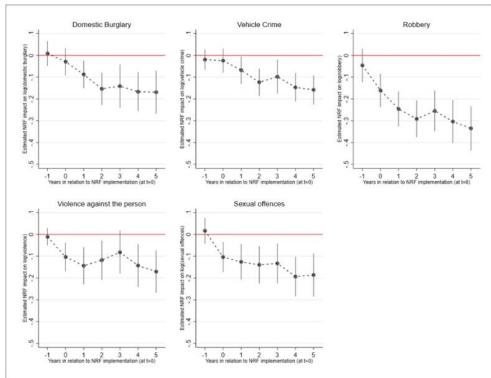
- Catégories étudiées :
 - Cambriolages domestiques
 - Vols de véhicules
 - Vols / robberies
 - Violence contre les personnes
 - Délits sexuels



Impacts estimés sur différents types de crimes

Résultats principaux

- Baisse de **10–25%** des crimes contre les biens et violents.
- Chaque £1/habitant → baisse de 0,3 à 0,6% des crimes.
- Effet fort autour du seuil d'éligibilité.
- **Externalités positives** : baisse aussi dans les quartiers voisins.

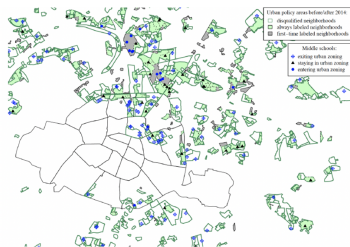


Exemple : baisse progressive après mise en œuvre du programme

Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV, France)

Garrouste, M., & Lafourcade, M. (2023). Place-based policies: opportunity for deprived schools or zone-and-shame effect?

- Politique de la ville : aides fiscales, rénovation urbaine, soutien à l'éducation et à la réussite scolaire.
- Réforme **Lamy (2014)** :
 - Nouveau critère unique basé sur le revenu médian.
 - Réduction à 1514 QPV (contre 2500 avant).
 - Forte médiatisation : cartes publiées en ligne.



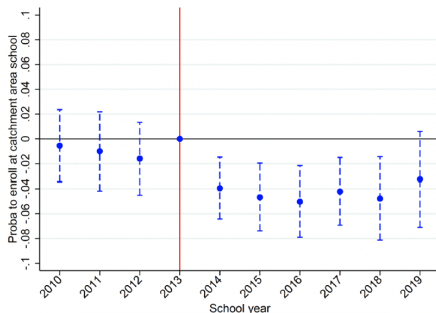
Note: Boundaries of Parisian arrondissements in black. Hollow green triangles represent neighborhoods that 'valued' (entered) policy zoning, and filled green polygons those that had and continue to have policy coverage. Hollow blue diamonds (solid blue circles) represent middle schools that 'valued' (entered) policy coverage, and solid black triangles those that had and continue to have policy coverage. Source: Garrouste and Lafourcade (2023).

Nouveau zonage des QPV en 2014

Méthode et outcomes

Méthode : Regression Discontinuity Design. Exploitation du **choc spatio-temporel** de la réforme de 2014.

- Outcomes analysés :
 - Inscriptions en 6ème.
 - Réussite au Brevet.
- Hypothèse : la labellisation QPV peut améliorer les moyens scolaires, mais aussi générer une **stigmatisation**.



Note: The X-axis displays school years (2010 stands for the school year 2010/11, with 2013 as the reference). The Y-axis displays the difference in the estimated probabilities to choose public middle schools in newly labelled neighbourhoods and never-labelled counterfactual neighbourhoods. 90% confidence intervals in dash blue.

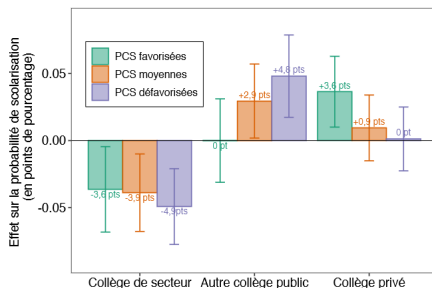
Impact sur les inscriptions en 6ème

Résultats principaux

Chute de 4 points des inscriptions dans les collèges nouvellement QPV (≈ 6 élèves de moins par collège). Effet persistant jusqu'à 5 ans après.

• Évitement différencié :

- CSP modestes \rightarrow autres collèges publics.
- Classes supérieures \rightarrow privé.

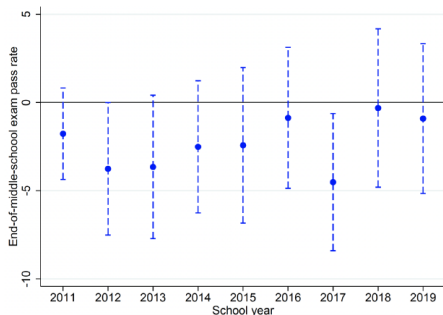


Impact sur la scolarisation privé/public

Résultats principaux

Chute de 4 points des inscriptions dans les collèges nouvellement QPV (≈ 6 élèves de moins par collège). Effet persistant jusqu'à 5 ans après.

- **Évitement différencié :**
 - CSP modestes \rightarrow autres collèges publics.
 - Classes supérieures \rightarrow privé.
- Effets temporaires sur les résultats scolaires : recomposition sociale contrebalance les aides éducatives.



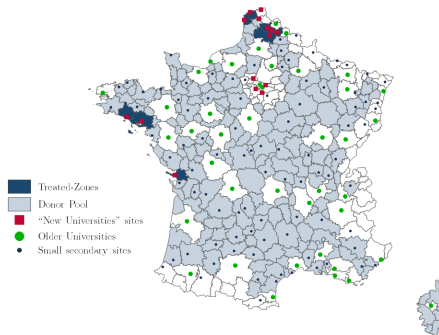
Note: The X-axis displays school years (2010 stands for the school year 2010/11), with 2010 as the reference. The Y-axis plots the estimated gap in exam pass-rates for public middle schools between newly labelled neighbourhoods and never-labelled counterfactual neighbourhoods. 90% confidence intervals in dash blue.

Effets sur la réussite scolaire (Brevet)

Évaluation d'impact des universités nouvelles

Charruau (2024) : The Local Impact of University Decentralization: Evidence from Higher Education Policy in France

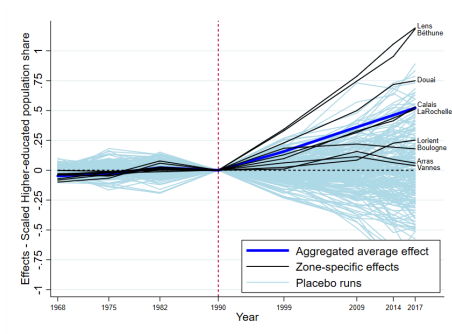
- Contexte : **Plan U2000**, début des années 1990
→ création de 9 campus dans des villes moyennes.
- Objectif : **décentraliser l'enseignement supérieur**, renforcer le tissu universitaire local, développer le capital humain.



Résultats de l'évaluation (Charruau, 2024)

Méthodes: différences de différences

- **Hausse de +17%** de la part de diplômés après 25 ans
- Effet **hétérogène** selon les sites : plus fort dans certaines villes (Lens, Douai, Calais) que dans d'autres.
- Mécanisme : pas seulement rétention des étudiants, mais aussi **attraction de diplômés extérieurs**.

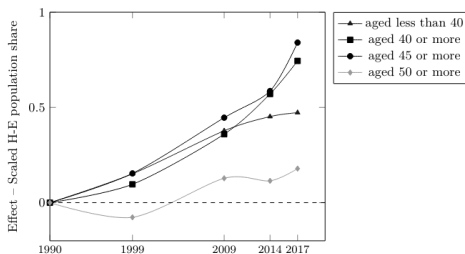


Effets différenciés et équilibre général

- Effet concentré chez les **moins de 45 ans** : effet de long terme via les nouvelles générations.
- Pas d'effet massif sur les plus de 50 ans.

- Équilibre général : les autres universités de la région n'ont pas perdu en attractivité → pas d'effet de substitution massif.

Figure 4: Local Human-Capital Effects by age groups



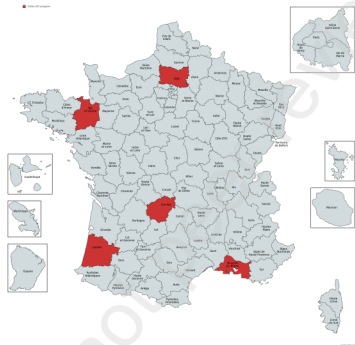
Conclusion : **politique efficace et pérenne** pour renforcer le capital humain local.

Ordinateurs gratuits et choix scolaires

Suteau (2024) The Role of Early Exposure to Technology in Women's STEM Choices

- 5 programmes départementaux
- Objectif : réduire la fracture numérique, soutenir l'apprentissage et l'égalité des chances.
- Politique : distribution gratuite de **PC portables** à tous les élèves de 3e.
- l'exposition aux ordinateurs influence-t-elle les choix scolaires, en particulier des filles en maths/tech ?

FIGURE 1 – Maps of Treated Counties



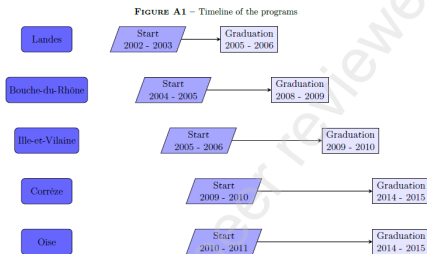
Départements ayant mis en place le programme

Méthode et données

Stratégie : **différences-en-différences** avec calendrier d'introduction échelonné (2001–2009).

- Données mobilisées :
 - choix de filières au lycée (générale, techno, pro),
 - orientation post-bac et dans l'enseignement supérieur,
 - trajectoires sur le marché du travail (métiers et secteurs math-intensive).

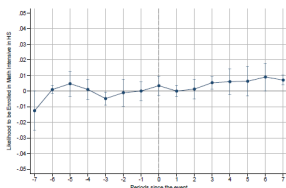
→ Comparaison élèves des départements traités vs non traités, avant/après la mise en place.



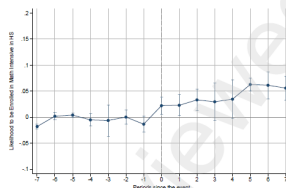
Calendrier d'introduction du programme
(2001–2009)

Résultats principaux

FIGURE 4 – Event-Plot - Likelihood to Enter a Math-Intensive Field in High School



(a) Women



(b) Men

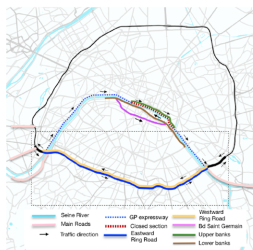
- Effet fort sur les **femmes** :
 - +8% d'inscriptions en filières scientifiques au lycée.
 - +33% en formations scientifiques dans le supérieur.
 - Effet surtout marqué chez les filles de milieux **défavorisés**.
- Effet aussi positif pour les hommes, mais plus faible.
- Pas d'élargissement du gender gap → au contraire, réduction de l'écart filles/garçons en orientation STEM.

Fermeture de la voie Georges-Pompidou (Paris, 2016)

Bou Sleiman (2023) Displacing congestion: Evidence from Paris, CEPREMAP

- Fermeture en septembre 2016 de la voie Georges-Pompidou (40 000 véhicules/jour).
- Objectifs : **réduire la congestion** routière et améliorer la **qualité de l'air**.
- Stratégie : **diff-in-diff** → comparaison avant/après entre
 - routes de substitution (même sens de circulation, **traitées**),
 - routes comparables mais en sens opposé (**contrôle**).

Figure 1: The Empirical Setting: The Case of Paris

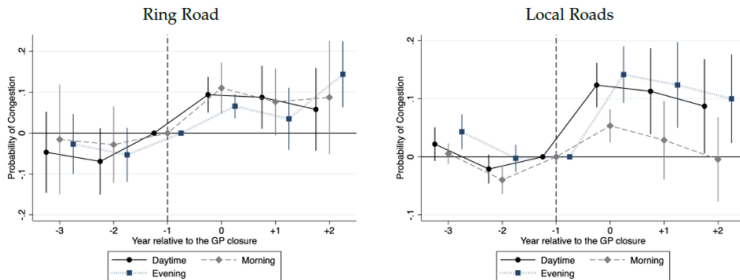


Notes: This figure represents a map of Paris. The dashed line represents the riverbank used by cars to cross Paris. The black line represents the limit of the city which corresponds to the ring road. I focus on the southern part of the ring roads, represented in the map by two thick lines. The thick section of the ring roads with an eastward flow direction corresponds to the south inner ring road. The thick section with a westward flow direction corresponds to the south inner ring road. The two local roads with an eastward flow direction represent the detour routes. The local road with a westward flow direction will serve as a control. The different main roads

Carte : sections fermées et routes de substitution

Résultats : circulation et congestion

Figure 4: Impact on the probability of congestion

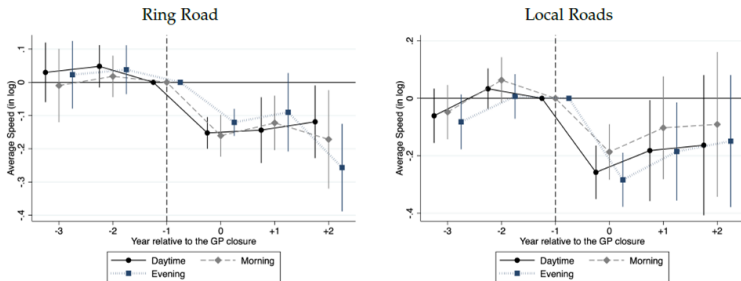


Notes: These graphs plot the estimates and 95% confidence intervals from equation (5). The outcome is the probability of congestion. The straight line represents the estimates during daytime hours (from 8AM to 8PM). The dotted dashed line represents the estimates during morning hours (from 8AM to 10AM) and the dotted line represents the estimates on evening hours (from 6PM to 8PM). All samples are restricted to the working days of the week (from Monday to Friday).

- **Hausse du trafic** sur les routes de substitution.
- **Augmentation de la congestion** et de la probabilité d'embouteillages

Résultats : circulation et congestion

Figure 5: Impact on the average speed



Notes: These graphs plot the estimates and 95% confidence intervals from equation (5). The outcome is the log of the average speed on a road section. The straight line represents the estimates during daytime hours (from 8AM to 8PM). The dashed line represents the estimates during morning hours (from 8AM to 10AM) and the dotted line represents the estimates on evening hours (from 6PM to 8PM). All samples are restricted to the working days of the week (from Monday to Friday).

- **Diminution de la vitesse:** temps de trajet plus longs.
- Effets surtout marqués aux heures de pointe.

Résultats : pollution et populations touchées

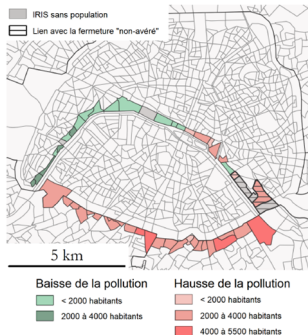
Table 5: Elasticity of Nitrogen Dioxide with respect to the average speed

	(1)	(2)	(3)	(4)
	NO ₂ emissions (in log)			
	Ring Roads			
Speed (in log)	-0.293*** (0.019)	-0.275*** (0.018)	-0.346*** (0.021)	-0.256*** (0.022)
Flow (1000 v/h)	0.043*** (0.003)	0.034*** (0.003)	0.077*** (0.006)	0.073*** (0.006)
Constant	6.053*** (0.100)	5.502*** (0.100)	5.579*** (0.104)	5.214*** (0.108)
Observations	75,51	7,551	7,551	7,551
R ²	0.249	0.349	0.406	0.417
	Upperbanks			
Speed (in log)	0.062*** (0.023)	0.064*** (0.022)	-0.084*** (0.020)	-0.091*** (0.020)
Flow (1000 v/h)	0.361*** (0.010)	0.367*** (0.010)	0.357*** (0.017)	0.290*** (0.017)
Constant	5.440*** (0.076)	5.181*** (0.079)	5.376*** (0.069)	5.470*** (0.068)
Observations	10,170	10,170	10,170	10,170
R ²	0.336	0.373	0.536	0.559

Hausse nette de la pollution au NO₂ sur les routes de substitution.

Résultat paradoxal : fermeture = **déplacement de la pollution**
→ Effets négatifs pour les populations modestes en périphérie.

Figure 4: Map of affected populations



Pollution accrue dans des zones denses = plus de personnes affectées qu'avant.

Discussion : efficacité et équité

- Exemple typique d'**effets de déplacement** : amélioration locale pour les piétons → mais aggravation ailleurs.
- Difficile de concilier efficacité environnementale et **équité sociale**.
- Qui gagne, qui perd ?
 - Gagnants : usagers de la zone piétonne, riverains du centre (aménités, foncier ?).
 - Perdants : commuters en voiture, riverains des routes de report (souvent moins favorisés).
- Objectif de long terme : **transfert modal** vers les transports publics, mais effets incertains à court terme.

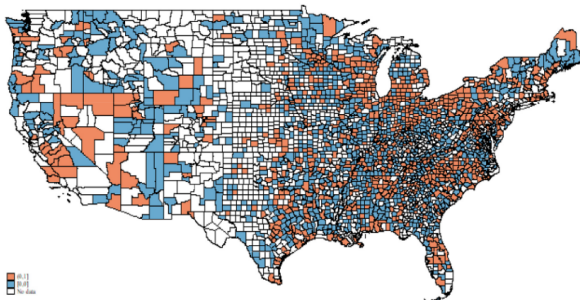
Dérégulation environnementale, Pollution et COVID-19

Persico & Johnson (2021). The effects of increased pollution on COVID-19 cases and deaths. Journal Environ. Econ. Manag.

- Mars 2020 : l'**EPA (Environmental Protection Agency)** suspend l'application des réglementations environnementales pendant la pandémie.
- Conséquence : hausse des émissions dans les comtés avec de nombreux sites industriels **TRI (Toxic Release Inventory)**.
- Question : cette hausse de pollution a-t-elle amplifié la gravité de la pandémie COVID ?

Méthode

Panel A: Distribution of Treatment and Control Counties with All Counties with 1 or More TRI sites



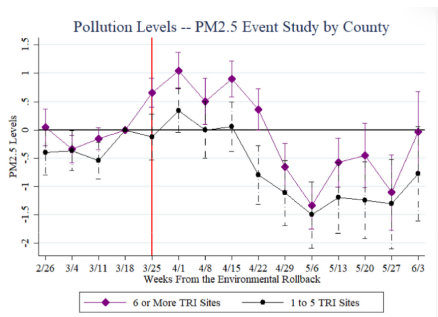
Différences-en-différences

- avant/après la suspension de la régulation,
- comtés très pollués (≥ 6 sites TRI) vs comtés peu pollués (1–5 sites TRI).

Effets de la dérégulation sur la pollution

- Après la suspension :
 - +11,8 % de PM2.5,
 - +5 % d'ozone,
 - hausse concentrée dans les comtés industriels.

→ L'arrêt du contrôle a directement conduit à plus d'émissions.



Variation de pollution après la suspension de l'EPA

Effets sur les cas et décès COVID-19

Table 3

The effects of pollution on deaths and cases.

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
	Log COVID-19 Deaths	Log COVID-19 Deaths	Log COVID-19 Deaths	Log COVID-19 Deaths	Log Confirmed COVID-19 Cases	Log Confirmed COVID-19 Cases	Log Confirmed COVID-19 Cases	Log Confirmed COVID-19 Cases
Treated Counties After the Rollback	0.1331*** (0.0160)	0.1533*** (0.0168)	0.1055*** (0.0272)	0.1410*** (0.0348)	0.6856*** (0.0450)	0.7078*** (0.0479)	0.5296*** (0.0962)	0.2308** (0.0989)
With State Fixed Effects and controls X					X			
With County Fixed Effects and daily controls		X	X	X		X	X	X
With County-Specific Linear Time Trends				X				X
Limited to Counties with Population Density >250 in the Control Group			X	X			X	X
Limited to Populations between 10K X and 1.64 million		X	X	X	X	X	X	X
Mean of the Dependent Variable	0.194	0.194	0.194	0.194	1.148	1.148	1.148	1.148
County-Day Observations	137716	137815	84126	84126	137716	137815	84126	84126

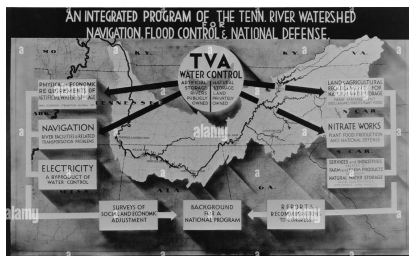
- Comtés très pollués (≥ 6 sites TRI) après mars 2020 :
 - **+53% de cas confirmés,**
 - **+10,6–15% de décès quotidiens.**
- Effet marqué dans les comtés avec forte population noire ou à chômage élevé.
- **7 000 décès supplémentaires** attribués à la dérégulation !

Évaluation d'impact : infrastructures et développement

Kline & Moretti (2014). Local economic development, agglomeration economies, and the big push. QJE

Tennessee Valley Authority (TVA) : programme massif de modernisation économique, créée en 1933 dans le cadre du **New Deal** de Roosevelt.

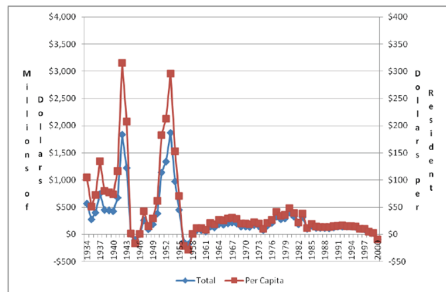
- Stratégie de "*big push*" : déclencher des **effets multiplicateurs**.
- Investissements à grande échelle : barrages hydroélectriques, routes, canaux, contrôle des crues, écoles, électrification rurale.



Carte des infrastructures et zones couvertes par la TVA

Investissements publics : un “big push”

- Pic de financement dans les années **1940–1950**.
- Montants massifs → plusieurs milliards \$ cumulés.
- Financement par l'État fédéral → transfert exceptionnel vers une seule région.



Financement total et par habitant, 1934–2000

→ Expérience quasi-naturelle pour mesurer l'impact d'une politique de développement régional.

Résultats économiques (Kline & Moretti, 2014)

- **Emploi agricole** : hausse temporaire mais effets annulés après la fin du programme.
- **Emploi manufacturier** : hausse durable, intensifiée après la fin des transferts (effets d'agglomération).
- **Revenus** : forte augmentation dans la région TVA.
- Gains de **productivité manufacturière nationale**, avec bénéfices $>$ coûts du programme.
- Mais : effets positifs locaux compensés par des **pertes dans le reste du pays** (réallocation des ressources).

La gabelle du sel : contexte et politique (1246–1789)

Giommoni & Loumeau (2025), Taxation with a Grain of Salt

Gabelle du sel : taxe pluriséculaire, jusqu'à **22%** des recettes royales.

- **Taux non uniformes** selon les régions :
 - *Pays de grandes gabelles* (autour de Paris) : taux très élevés (1000%).
 - *Pays rédimés, quart-bouillon, pays de salines* : taux réduits.



Carte historique des zones de gabelle

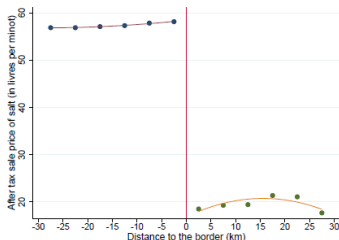
Une politique fiscale **extractive** et **spatialement différenciée**

Méthodologie

Identification par discontinuités spatiales et temporelles :

- **RDD spatial** : comparaison de communes de part et d'autre des **frontières fiscales**.
- **DiD historique** : avant/après introduction/abolition (XVe–XXe s.).

Figure 3: AVERAGE AFTER-TAX SALE PRICE OF SALT AROUND THE TAX BORDERS DURING THE ANCIEN RÉGIME



Prix du sel (après taxe) de part et d'autre des frontières

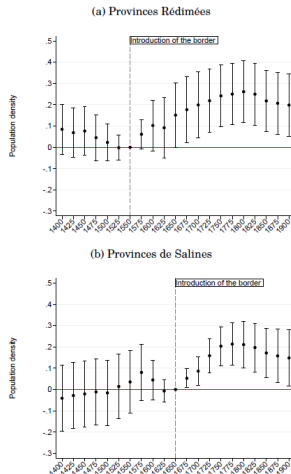
Résultats - court/moyen terme

XVIe–XVIIIe s. :

- Divergence démographique **après** la mise en place de la gabelle.
- **Aucune différence** significative **avant** \Rightarrow crédibilité causale.

Effets qui s'installent progressivement et se **pérennisent** dans le temps.

Figure 9: EFFECT ON MUNICIPAL POPULATION DENSITY (1400-1900)



Event study : densité municipale
aux frontières (1400–1900)

Résultats - long terme, 2006

>200 ans après l'abolition

Table 1: LONG TERM IMPACT ON POPULATION DENSITY AND ECONOMIC ACTIVITY

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
	(a) Population			(b) Economic indicators				
	Municipal pop. density	Individuals 1km ² cells	Households 1km ² cells	Public estab. (per km ²)	Firms (per km ²)	Av. income 1km ² cells	Tot. income 1km ² cells	Fr. poor HH 1km ² cells
Low tax area	0.296** (0.135)	0.133*** (0.029)	0.136*** (0.029)	0.253** (0.108)	0.256** (0.111)	0.007** (0.003)	0.139*** (0.030)	-0.005** (0.002)
N	1,322	28,448	28,321	1,473	1,345	24,645	27,789	24,810
Opt. bandwidth	7.99	14.34	14.25	8.88	8.09	12.07	13.93	12.18

Notes: The table shows non-parametric estimates following [Calonicò et al. \(2014\)](#) under optimal bandwidth and polynomial order selection. "Low tax area" indicates the municipalities located in the LTA. "Municipal population density" is expressed in km². All variables except the one in column (8) are expressed in logarithm. All variables refer to 2006. The specification always includes salt borders fixed effects. In columns (2), (3), (6), (7) and (8) the specification also includes municipal coordinates and residential area. The unit of analysis is the municipality in columns (1), (2), (4) and (5) and the cell of 1 Km² size in columns (2), (3), (6), (7) and (8). Robust standard errors in parenthesis: * p < 0.1, ** p < 0.05 and *** p < 0.01

Zones à faible taxe:

- + densité de population, + densité d'entreprises.
- + revenus moyen & total, – part de ménages pauvres.
- Effets **persistants** malgré révolution, industrialisation, guerres.

Plan

1. Introduction

2. Rappel théoriques : pourquoi mettre en place des politiques publiques ?

3. Évaluation des politiques territoriales

4. Conclusion

Quels enseignements des évaluations d'impact à partir des exemples?

- **Programmes urbains** : effets parfois inattendus
 - ↓ criminalité, mais aussi ↑ stigmatisation scolaire.
- **Développement universitaire** :
 - ↑ capital humain local, effets persistants sur attractivité.
- **Accès à l'informatique** :
 - ↑ orientation STEM pour les filles (et les garçons).
- **Politiques environnementales** :
 - Fermeture voie sur berge (Paris) → effets pervers sur congestion/pollution.
 - Dérégulation (US, COVID) → ↑ pollution et ↑ mortalité.
- **Long terme** : effets massifs et persistants sur démographie, structures productives, inégalités régionales.

Limites, inefficacités et effets indésirables

- Effets souvent **hétérogènes** selon contextes et périodes.
- Risques d'**effets pervers** : stigmatisation, déplacements de pollution, inégalités accrues.
- **Coûts élevés**, parfois supérieurs aux bénéfices immédiats.
- **Effets de débordement/déplacement** vers d'autres territoires.
- Les bénéfices tendent à se **capitaliser dans les prix du foncier**.
- **Temporalité complexe** : certains effets disparaissent vite, d'autres persistent sur plusieurs siècles.

Question : faut-il cibler plutôt les **individus** que les territoires ?

Cibler les individus ? Opportunités et limites

- **Idée** : au lieu de subventionner les territoires en difficulté, aider directement les ménages à **partir vers des zones dynamiques**.
- **Difficultés pratiques** :
 - **Mobilité coûteuse et difficile** : logement, emploi du conjoint, scolarisation des enfants.
 - **Sélectivité de l'émigration** : ce sont souvent les plus qualifiés ou favorisés qui partent.
- **Conséquences locales** :
 - Risque de **dépeuplement et d'appauvrissement relatif** des territoires laissés pour compte.
 - L'émigration ne bénéficie pas à ceux qui **restent**.
- **Dimension symbolique et sociale** :
 - Les territoires ont une valeur identitaire, culturelle et politique

Quels enseignements pour l'action publique ?

- **Dépasser les oppositions simplistes**
 - Ne pas opposer strictement *people-based* vs. *place-based*.
 - Penser en termes de **complémentarité** : mobilité individuelle et attractivité territoriale.
- **Adapter le design des politiques**
 - S'appuyer sur les **enseignements de la théorie** et les résultats d'évaluations causales.
 - Prendre en compte la diversité des contextes locaux.
 - Accompagner les **dynamiques spontanées** plutôt que chercher à les contraindre.
- **Améliorer l'évaluation et les données**
 - Développer la culture d'**évaluation ex post**.
 - Faciliter l'accès aux données locales pour des analyses plus fines.

Conclusion générale

- Les politiques territoriales sont **variées**, aux effets contrastés : certaines réussissent, d'autres produisent des effets limités ou indésirables.
- L'**évaluation empirique** est essentielle pour distinguer intuition et réalité, et comprendre les effets de court, long et très long terme.
- Question centrale : comment arbitrer entre **efficacité, équité et acceptabilité sociale** ?
- Ouverture : ces politiques sont aussi des objets **politiques et électoraux**. Leur mise en place, leur acceptation et leur légitimité dépendent fortement du rôle des **élus locaux**, des rapports de force politiques et du jeu électoral.